

The End of the Nazi “Empire” in East-Central Europe and the Creation of a New “Empire” in the East (1945-1989)

La Conférence du Mouvement Européen sur l'Europe Centrale et Orientale en janvier 1952

Gergely FEJÉRDY

Abstract: En 1949 la Commission de l'Europe centrale et orientale (CECO) fut établie. Dans ce groupe de travail se retrouvaient des Occidentaux intéressés par le sort des peuples du bloc de l'Est ainsi que les représentants émigrés des pays concernés. Les objectifs et les outils de la CECO n'ont été précisés qu'au fur et à mesure, mais l'essentiel de son message essentiel est resté le même : « l'Europe doit être unie et ne peut pas rester continuellement divisée ou démantelée. » La première conférence de cette commission du Mouvement Européen eut lieu entre les 21 et 24 janvier 1952 à Londres. La présentation s'attarde sur des questions telles que la préparation de cette rencontre, les participants incontournables, les résolutions et les conséquences de cet événement.

Keywords: Mouvement Européen, Réfugiés politiques de l'Europe Centrale et Orientale, Commission de l'Europe Centrale et Orientale, Construction européenne, National Committee for Free Europe

Lundi 21 janvier 1952, à 11 heures, la conférence du Mouvement Européen sur l'Europe centrale et orientale s'ouvrit à Londres, au *Church House* dans le quartier de Westminster, sous la présidence de Léopold Stennet Amery¹, homme politique

1 Léopold Stennet Amery (1873-1955), journaliste, homme politique européen de grande influence, membre du parti conservateur britannique jusqu'en 1945. Il fut secrétaire d'Etat des colonies (1922-1929) et durant la Seconde Guerre mondiale il occupa le poste de secrétaire d'Etat des Indes. Européiste de longue date, il fut membre fondateur de l'« United European Movement ». Sa mère étant originaire d'une famille juive hongroise de Pest, il parlait couramment hongrois. S'il n'avait plus de contact avec sa mère après le divorce de ses parents en 1885, il s'intéressait à la région de l'Europe centrale et orientale. C'est ainsi notamment qu'il fit des études dans l'Empire Austro-hongrois en 1912. Son choix comme président de la conférence de Londres en janvier 1952 était d'autant plus compréhensible qu'il parlait au total quatorze langues dont beaucoup d'européennes. Son fils Julien Améry fut l'un des vice-présidents de la Commission de l'Europe Centrale et Orientale, et par ailleurs le gendre de Harold Macmillan. Concernant la biographie de L. S. Amery voir : *Oxford Dictionary of National Biography*, [<http://www.oxforddnb.com/view/article/30401>], (02.05.2013).

britannique de 79 ans. L'idée de cette réunion remonte en 1950, mais sa réalisation fut plutôt compliquée. À l'origine, ce furent les mois de septembre, puis de décembre 1951 qui avaient été retenus pour la tenue de la conférence, mais finalement celle-ci dut être ajournée. Le premier orateur, Harold Macmillan, souligna ainsi dans son discours : « Je crois qu'en certains moments plusieurs d'entre nous, devant tant de complications et de difficultés doutèrent de l'aboutissement de la conférence. Enfin ces doutes sont dissipés, puisque nous voilà réunis. »²

Des origines de la conférence

Harold Macmillan fut particulièrement satisfait que la conférence ait pu se réunir à Londres.³ Il avait en effet beaucoup œuvré pour que cette conférence puisse avoir lieu. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, il fut parmi les hommes politiques britanniques favorables au renforcement de l'unité du Vieux continent, sans exclure les pays sous obédience soviétique. Il fut notamment membre de l'« United European Movement », lancé par Winston Churchill en janvier 1947.⁴ C'est ainsi qu'il participa au « Congrès de l'Europe » réuni à la Haye en mai 1948. Suite à cet événement où les nations vivant derrière le rideau de fer furent représentées par les émigrés politiques, le député conservateur britannique s'intéressa à la problématique des pays européens se trouvant sous occupation soviétique. Il accepta ainsi de présider la Commission d'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen (CECO) en 1949. La naissance de ce groupe était le résultat du lobbying des émigrés proeuropéens de grande influence, tel que Joseph Retinger⁵, et de quelques personnalités des pays occidentaux, essentiellement britanniques, comme Harold Macmillan, ou Edward Beddington-Behrens etc.

Suite au congrès de la Haye la décision fut en effet prise de promouvoir la formation de groupes nationaux pro-européens regroupant les différentes tendances politiques. L'objectif en était notamment de choisir des délégués représentatifs pour constituer une assemblée qui élaborerait une constitution européenne. Lors du meeting de Bruxelles le 25 octobre 1948, le Comité international de coordination

2 Léopold S. Amery (préface) : *Conférence de l'Europe centrale et orientale organisée par la Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen, Rapport complet*, „Le Monde”, Paris, 1952, p. 1.

3 Cf. : Harold Macmillan : *Tides of Fortune 1945-1955*, London, Macmillan Publisher, 1969.

4 Cette initiative prévoyait une confédération européenne assez souple sur le modèle du Commonwealth britannique. cf. : Jean-Michel Guieu : « Le Congrès de La Haye (7-10 mai 1948), « porte-parole de l'Europe » ? in Jean-Michel Guieu et Christophe Le Dréau (dir.) : *Le « Congrès de l'Europe » à la Haye (1948-2008)*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2009. pp. 18-19.

5 Jozef Laptos : « Jozef Retinger, le père d'ombre de l'Europe. Le rôle de Jozef Retinger et de ses réseaux personnels dans les débuts de la construction européenne » in Gérard Bossuat, (dir.), *Inventer l'Europe. Histoire nouvelle des groupes d'influence et des acteurs de l'unité européenne*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2003, pp. 179-196.

des mouvements pour l'unité européenne qui avait organisé le « Congrès de l'Europe » fut transformé en Mouvement Européen, dont le conseil exécutif était présidé par Duncan Sandys, et le secrétaire général était Josef Retinger, un homme politique influent d'origine polonaise. Ce dernier était particulièrement favorable à la présence des émigrés venant des États sous le joug soviétique dans les actions du Mouvement Européen.⁶ C'est à son initiative qu'en automne 1948 l'idée de la création d'un « Secrétariat Provisoire de la Commission des Pays de l'Est » vit le jour.⁷ La réalisation de cette idée se révéla toutefois très difficile. La formation des comités nationaux était très lente, et la mise en place d'un secrétariat provisoire commun piétinait.⁸

Lors de la réunion du comité exécutif international du Mouvement Européen à Paris les 5 et 6 février 1949, où les pays de l'Est étaient représentés par l'ancien ministre des affaires étrangères roumain, Grégoire Gafencu, en tant que membre coopté, il fut décidé de mettre en place un « Conseil Provisoire » avec les représentants des nations se trouvant derrière le rideau de fer et l'Espagne.⁹ Cette idée fut finalement abandonnée, et une structure purement centrée sur les questions des États du bloc soviétique fut créée. Lors de la réunion du comité exécutif international du Mouvement Européen des 6 et 8 mai 1949, tenue à Paris un jour après l'institution du Conseil de l'Europe, la mise en place d'un « Sous-Comité Est Européen » fut décidée.¹⁰ Trois mois plus tard, son nom avait déjà été modifié et sa présidence confiée à Harold Macmillan. Le 17 août 1949, lors de la première session de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe à laquelle les émigrés politiques pouvaient être présents en tant qu'observateurs, une Commission de l'Europe Centrale et Orientale du Mouvement Européen (CECO) vit le jour.¹¹

6 Cf. : John Pomian (éd.) : *Joseph Retinger, Memoirs of an Eminence Grise*, London, Sussex University Press, 1972, pp. 238-241.

7 Archives historiques de l'Union européenne, Florence, (AHUEF), Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP, Mouvement européen, ME 851, lettre de Rebattet datée : Paris, le 12 novembre 1948, CR/MP/n°1813.

8 Ce sont les Hongrois qui ont créé le premier Comité National du Mouvement Européen formé par les exilés. Cf.: Fejérdy Gergely : « Les Hongrois ayant rejoint le Mouvement européen en 1948 » in *Öt Kontinens, Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei*, Numéro spécial de la collaboration entre ELTE et l'Université Bordeaux3, 2011. 2, Budapest, Robinco, 2012, pp. 129-140. En 1949, seuls les Roumains et les Bulgares ont suivi l'exemple des Hongrois.

9 Archives du Centre d'Étude d'Histoire de l'Europe Contemporaine à l'Université Catholique de Louvain (ACEHEC), Série B, Mouvement européen (1947-1959), Dossier 1, Procès-verbal du les réunions du Comité exécutif du Mouvement Européen, Paris, les 5 et 6 février 1949. EX/M/8, f. 4.

10 *Ibid.*, Procès-verbal des réunions du Comité exécutif du Mouvement Européen, Paris, les 6 et 8 mai 1949, EX/M/ 12, f.8, § 76. A cette réunion, Erwin Mueller et Paul Auer étaient membres cooptés à titre personnel.

11 Jozef Laptos : « L'élargissement avant la lettre. La place de l'Europe Centrale et orientale dans l'activité du Mouvement Européen (1949-1952) » in Catherine Horel et al. (dir.), *Nations*

Elle était présidée par Harold Macmillan, son rapporteur général en était le Major Edward Beddington-Behrens, et parmi ses vice-présidents on trouvait notamment Joseph Retinger, et le sénateur français Ernest Pezet. Elle était donc composée d'Occidentaux intéressés par les pays derrière le rideau de fer, mais aussi d'exilés provenant des pays d'obédience communiste.¹²

Durant l'année 1950 la CECO devint de plus en plus active, motivée tant par le plan Schuman que par les tensions internationales de plus en plus tangibles suite au début de la guerre de Corée. Dans ce contexte, en accord avec la plupart des hommes politiques occidentaux, Harold Macmillan développa d'ailleurs un programme prévoyant qu'en cas de chute des régimes communistes du bloc de l'Est, les exilés réfugiés en Europe occidentale en lien avec le *Mouvement Européen* pourraient les remplacer et assurer la stabilité dans la région.

En mai une petite brochure vit le jour, qui concrétisait les objectifs de la CECO, et était intitulée « Éléments pour une politique est-européenne »¹³. Au même moment pour la première fois le poste de vice-président fut confié à un émigré. Il s'agissait de l'ancien chef de la légation de Hongrie à Paris, influent juriste international, Paul Auer.¹⁴ A partir du mois d'août 1950, la Commission de l'Europe centrale et orientale s'efforça d'amener les représentants des exilés à contribuer aux travaux en faveur de l'unité du Vieux Continent, par le biais d'une étroite collaboration avec le Comité spécial chargé de veiller aux intérêts des nations européennes non représentées au Conseil de l'Europe.¹⁵ L'idée émergea par ailleurs d'organiser une grande conférence au sujet de l'Europe centrale et orientale. A la tête du comité chargé de préparer cet événement, la Commission désigna le

cultures et sociétés d'Europe centrale aux XIX^e et XX^e siècles, Mélanges offerts à Bernard Michel, Paris, Publication de la Sorbonne, 2006, pp.126-127. Voir également: Ricardo M. Martin de la Guardia et Guillermo Á. Pérez Sánchez : « El Movimiento Europeo y los países del Este Ante el Inicio de la Guerra Fría » in Carlos Flores Juberías (éd.), *Estudios sobre la Europa Oriental*, Universitat de Valencia, 2002, pp. 273-274. Voir par ailleurs : Macher Anikó : « Une institution pour promouvoir l'idée de l'unité européenne. La Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen (1948-1953) » in Jean-Michel Guieu et Christophe Le Dréau (dir.) : *Le « Congrès de l'Europe » à la Haye (1948-2008)*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 200, p. 349.

12 Les Comités nationaux du Mouvement Européen (Bulgarie, Hongrie, Roumanie) désignent leurs représentants. Lorsqu'il n'existe pas de Comité national, le président procède aux invitations nécessaires (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie).

13 Macher A. : *op. cit.*, p. 350.

14 Paul (Pál) Auer (1885-1978), juriste international, européeniste hongrois, président de la commission des affaires étrangères du Parlement de Budapest entre 1945-1946, puis chef de la légation hongroise à Paris jusqu'en juin 1947. Entre les deux guerres, il est engagé dans le mouvement Pan Europe, puis après 1948 dans le Mouvement Européen.

15 Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire, Résolution 127 (2^e Session 1950), Strasbourg, le 28 août 1950, cf.: [<http://www.assembly.coe.int/ASP/XRef/X2H-DW-XSL.asp?fileid=180&lang=FR>] (05. 05. 2013). Voir par ailleurs, Macher A. : *op. cit.*, p. 351.

vice-président Paul Auer. Le Ministère des affaires étrangères britannique donna son accord au mois de septembre.¹⁶ Mais finalement, lors de la réunion d'octobre de la CECO, consacrée essentiellement aux questions de la future conférence à Londres, sous la pression polonaise, le comité de préparation de cet événement fut confié à une présidence tournante.¹⁷

La date de cette grande rencontre autour de la question de l'Europe centrale et orientale dans la capitale britannique était prévue pour la fin du mois de septembre 1951.¹⁸ Cette date fut modifiée le 29 juin 1951 par le bureau de la CECO. La Conférence de Londres fut ainsi reportée aux 10-12 décembre 1951.¹⁹ Le 15 juillet 1951, lors de la réunion de la CECO, cette décision fut confirmée et une modification fut apportée à la structure de l'organisation. La réunion adopta en effet l'augmentation du nombre des vice-présidents. Quatorze nouvelles personnalités furent désignées à ces postes plutôt honorifiques. On trouve parmi eux le sénateur belge Etienne de la Vallée-Poussin, les anciens présidents du conseil français Paul Ramadier et Paul Reynaud, les hommes politiques britanniques Arthur Greenwood et Clement Davies, le slovaque Stefan Osusky, ancien ambassadeur de Tchécoslovaquie en France, le roumain Virgile Veniamin, ancien député et professeur droit, etc. Lors de cette réunion la question du soutien de l'activité culturelle et scientifique des réfugiés était à l'ordre de jour. Deux mois plus tard la date de la conférence prévue à Londres fut une nouvelle fois modifiée, et ajournée aux 21-24 janvier 1952, la date de la réunion de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe ayant été elle-même modifiée et placée juste à la date initialement prévue pour la conférence.²⁰ Suite à cette modification, les questions pratiques purent être examinées.

L'influence américaine dans la question des participants

Plusieurs questions concernant l'organisation concrète de la conférence de Londres furent évoquées lors de la réunion du Bureau de la CECO du 25 septembre 1951. Un projet concernant le nombre de participants fut adopté : au total, 157, se

16 Magyar Országos Levéltár (MOL), (Archives Nationales de Hongrie), P 2066, Fond. György Bakach-Besseney, microfilm n°3, Correspondance avec Dénes Nemestóthy, Paris, le 27 septembre 1950, f. 2287.

17 *Ibid.*, Paris, le 27 octobre 1950, f. 2276.

18 Cf. : *Ibid.*, microfilm, n°1, Correspondance avec Pál Auer, Paris, le 27 février 1951. Paul Auer attache à sa lettre une proposition datée du 23 février 1951, concernant le programme de la Conférence de Londres.

19 ACEHEC, Série A, Papier de Etienne de la Vallée-Poussin, carton 25, dossier 217, Procès-verbal de la réunion de la Commission d'Europe Centrale et Orientale, Paris, le 15 juillet 1951. f. 2.

20 *Ibid.*, Procès-verbal de la réunion de Bureau de la CECO, Paris, le 25 septembre 1951, §13, f. 3.

répartissant entre 108 personnalités originaires d'Europe Centrale et Orientale et 48 Occidentaux.

Le rapporteur général, le Major Beddington-Behrens, informa par ailleurs les membres du bureau de la CECO de ses pourparlers avec le président du Comité pour l'Europe Libre, Charles Douglas Jackson, ancien membre de l'OSS (*Office of Strategic Service*), et désigné par le président Eisenhower comme personne de liaison entre le CIA et le Pentagone. La CECO souhaitait en effet avoir des soutiens financiers pour faire venir ses membres habitant aux Etats-Unis, et prévoyait une coopération étroite avec le Comité pour l'Europe libre dans le domaine de la radio-diffusion des émissions adressées aux nations derrière le rideau de fer. Jackson promit de payer le voyage de 11 personnalités exilées, et le projet de diffuser à la « Radio Free Europe » des programmes pour promouvoir l'unité européenne fut également approuvé.²¹ Cette coopération neutre en apparence permit en réalité aux services américains de mieux contrôler les activités des exilés est-européens. Les liens entre le Mouvement Européen et les organisations dépendantes de la CIA comme l'*Américain Committee on United Europe* (ACUE) et le *National Committee for a Free Europe* (NCFE) étaient presque permanents.²² Mettant en avant sa politique anticommuniste, Washington soutenait par des circuits financiers complexes les groupements proeuropéens généralement en grand besoin. C'est ainsi par exemple que le trésorier du Mouvement Européen, le Major Beddington-Behrens, était particulièrement en lien avec les Américains. On peut supposer que sa présence d'abord comme rapporteur général, puis comme président à la CECO à partir du mois de novembre 1951, était un choix orienté par la CIA.²³ Washington comptait en effet sur les exilés du bloc de l'est, et souhaitait donc surveiller leurs organisations. Ces réfugiés politiques touchaient d'ailleurs des subventions souvent mensuelles provenant de fonds en lien avec l'ACUE ou le NCFE. Ces aides permettaient en effet d'obtenir des informations et d'exercer une grande influence. En offrant de payer des frais de voyage des membres de la CECO habitant aux États-Unis, la CIA pouvait ainsi par exemple filtrer les participants.

21 Ibidem. f. 2.

22 Richard J. Aldrich: « OSS, CIA and European unity: The American committee for United Europe, 1948-1960 » in *Diplomacy and Statecraft*, 1997, 8/1, p. 184-227. Voir par ailleurs: Frances Stonor Saunders : *Qui mène la danse? La CIA et la Guerre Froide culturelle*, Paris, Denoël, 2003. Voir également: Jusine Faure : « Visions américaines d'une Europe réunifiée : les institutions européennes et les exilés est européens à Strasbourg » in Antoine Fleury et al. (dir.), *Une Europe malgré tout, 1945-1990, contacts et réseaux culturels, intellectuels et scientifiques entre Européens dans la guerre froide*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2009, pp. 23-30.

23 Harold Macmillan rejoignit le gouvernement de Churchill en novembre 1951, c'est la raison pour laquelle il a fallu trouver un nouveau président à la CECO. Le Major Beddington-Behrens resta à ce poste jusqu'en septembre 1952, lorsque Richard Law fut lui-même élu à la tête de cet organisme. Le successeur de ce dernier sera le sénateur belge Etienne de la Vallée-Poussin, en décembre 1953.

Dans le cas de la délégation hongroise on peut notamment constater que la liste définitive des participants ne fut pas entièrement établie par les Hongrois, mais vraisemblablement avec l'intervention des Américains. D'après la correspondance entre Paul Auer et György Bakach-Bessenyei²⁴, on peut voir par exemple comme représentants magyars à la conférence les noms de l'ancien premier ministre hongrois Ferenc Nagy, ou de l'ancien président des sociaux-démocrates hongrois Károly Peyer, ainsi que celui de Tibor Eckhardt.²⁵ Ce dernier était un homme politique, ancien député, représentant de la Hongrie à la SDN, connu comme anti-nazi et anticomuniste, installé aux États-Unis en 1941 à la demande de Budapest. Sa mission était de préparer le terrain pour un éventuel gouvernement en exil, projet qui ne fut finalement jamais réalisé. Après la Seconde Guerre mondiale il fut l'un des membres fondateurs du Comité National Hongrois (*Magyar Nemzeti Bizottmány*), organisme mis en place et financé par le NCFE, dans l'objectif de regrouper les exilés magyars. Eckhardt fut membre du comité exécutif et président du sous-comité militaire de cet organisme. En 1950, il prit la décision de rejoindre l'Association des Anciens Combattants Hongrois (*Magyar Harocosok Bajtársi Közössége MHBK*), groupe formé officiellement en 1949, essentiellement de militaires, d'anciens officiers anticomunistes, en lien jusqu'au début des années 1950 avec les services secrets militaires américains et français. Les États-Unis ne comptaient pas vraiment sur cet organisme hongrois, même si leur utilisation éventuelle dans le cadre de l'OTAN n'était pas exclue.²⁶ Eckhardt fut vivement attaqué par divers groupes d'exilés hongrois pour sa décision de rejoindre le *MHBK*, généralement considéré par la propagande communiste comme fasciste. Sa position au Comité National Hongrois en fut affaiblie.²⁷ Dans ces circonstances, Eckhardt n'était vraisemblablement pas pour le CIA le participant idéal à la conférence de la CECO à Londres.

Washington souhaitait en effet sensibiliser les Occidentaux à la problématique des nations européennes derrière le rideau de fer. Au tout début des années 1950, sous la couverture d'une politique de *containment* les États-Unis ont lancé

24 György Bakach-Bessenyei (1892-1959) diplomate hongrois. Il fut notamment entre 1943-1944 le chef de la légation de la Hongrie à Berne où sur la demande du gouvernement de Budapest, il tenta par ses contacts anglo-saxons de faire sortir la Hongrie de la guerre. Il fut parmi les fondateurs du Comité National Hongrois à New York en 1948. Il en assura la direction des affaires étrangères jusqu'en 1956. Il fut également vice-président de la CECO à partir de l'automne 1951.

25 MOL, P 2066, Fonds György Bakach-Bessenyei, microfilm n°1, Correspondance avec Paul Auer, Paris, le 1^{er} décembre 1951. f. 196.

26 Ministère des Affaires étrangères, Archives Diplomatiques (Paris), (MAE AD), Europe Généralités, vol. 51, note, A/s.: enrôlement des émigrés de l'Est dans les rangs Atlantiques, f. 74-84.

27 Kádár Lynn Katalin : *Eckhardt Tibor amerikai éve 1941-1972*, Budapest, L'Harmattan, 2006. pp. 148-149.

une série d'opérations destinées à libérer les pays sous emprise communiste. Les Américains souhaitaient préparer l'intégration de l'Europe de l'Est dans une Europe solidement ancrée aux États-Unis. Avec le soutien du Mouvement Européen, et notamment de la CECO, l'administration Truman souhaitait faciliter le processus de la réunification, espérée dans un proche avenir. C'est la raison pour laquelle Washington voyait dans son soutien à la conférence de Londres un moyen de choisir, préparer et former les futures élites de l'Europe centrale et orientale.²⁸ Il était donc important de trouver des hommes politiques en exil à la fois dévoués à la politique américaine et appréciés par la grande majorité de leurs compatriotes émigrés.

Dans ces circonstances, à la place de Tibor Eckhardt, Ferenc Nagy, ou Károly Peyer, les Américains favorisait le président du Comité National Hongrois plutôt respecté par tous les exilés magyars, Mgr. Béla Varga, prêtre catholique, ancien député, et président de l'assemblée nationale hongroise en 1946-1947. Finalement, le NCFE ne financèrent donc que le voyage de Béla Varga et de György Bakach-Bessenyei, lui-même responsable des affaires étrangères du Comité National Hongrois à New York.²⁹

La préparation des listes des délégations n'était pas aisée. Les noms présentés par les exilés ne furent pas toujours retenus à la suite du contrôle des organisateurs et de celui, indirect, de la CIA. A quelques exceptions près, les réfugiés politiques d'Europe de l'Est avaient généralement des problèmes financiers, et ne pouvaient donc se rendre à Londres sans soutien matériel.³⁰ Les organisateurs avaient donc un outil très efficace pour faire venir essentiellement des personnalités qui étaient membres du Mouvement Européen. La CECO refusa d'ailleurs d'accueillir les émigrés de Biélorussie et d'Ukraine qui souhaitaient se joindre à la conférence.³¹ Au final, 12 nations vivant derrière le rideau de fer furent représentées à la conférence, par plus de 100 personnes, généralement anciens députés ou diplomates.³²

28 Cf. : J. Faure, *op. cit.*, pp. 24-25.

29 MOL, P 2066, Fonds György Bakach-Bessenyei, microfilm n°1, Correspondance avec Paul Auer, New York, le 27 décembre 1951. f. 192.

30 Le prix de l'hôtel était déjà élevé : 1,1 livres au minimum par nuit. ACEHEC, Série A, Papier de Etienne de la Vallée-Poussin, carton 25, dossier 220, Lettre adressée par le secrétariat, London, 11 janvier 1952. Les participants pouvaient choisir des chambres d'hôtel de différents confort, par exemple avec ou sans salle de bains etc.

31 *Ibid.*, dossier, 218, lettre adressée par les membres du mouvement fédéral biélorusse à Léo Amery, Louvain, 16 janvier 1952.

32 En comptant les jeunes, les représentants hors Mouvement Européen et les observateurs. Voir la liste exhaustive: L. Améry (préface) : *Conférence de l'Europe centrale et orientale organisée par la Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen, Rapport complet*, *op. cit.*, pp. 141-146.

Les participants à la conférence de Londres

A la conférence de Londres, la plus grande délégation était la polonaise. Les Polonais représentaient plus de 30% des participants. Parmi eux se trouvaient des diplomates, anciens ministres, anciens députés, syndicalistes, et un grand nombre de personnalités qui avaient des réseaux importants en Occident, en particulier en Angleterre. Sans les énumérer, on peut souligner les noms du comte Raczkinski³³, de Kajetan Morawski³⁴, de Jerzy Zdziechowski³⁵ qui jouaient un rôle considérable dans la préparation de la conférence. Avec 18 personnes, la deuxième plus grande délégation était celle des Roumains. Parmi eux se trouvaient notamment deux ex-ministres des affaires étrangères de grande réputation, Grigore Gafencu³⁶ et Constantin Visoianu³⁷. Du point de vue de son nombre, la troisième plus grande délégation était la hongroise, avec 17 personnes, essentiellement anciens diplomates. Les pays baltes, notamment l'Estonie, étaient également bien représentés, et leur activités dans la préparation fut particulièrement remarquable.³⁸ Parallèlement, une dizaine de représentants de Tchécoslovaquie, dont Stefan Osusky³⁹ et Hubert Ripka⁴⁰, était également à Londres en janvier 1952. La délégation yougoslave était composée par trois groupes bien distincts (Serbes, Croates, Slovènes) selon les principales ethnies qui composaient ce pays. Même l'Albanie put être représentée

33 Le Comte Edward Raczkinski (1891-1993) fut le quatrième président des Polonais en exil, ancien ministre des affaires étrangères, diplomate, ambassadeur, écrivain. Après 1945, il œuvra à l'insertion dans la société britannique de ses concitoyens – nombreux, en particulier les militaires, à choisir de rester au Royaume-Uni – en travaillant pour l'« Interim Treasury Committee for Polish questions » et, dans les années 1947-1952, comme conseiller auprès du Ministère britannique du Travail et de la Protection sociale. Membre éminent de la CECO.

34 Kajetan Morawski (1892-1973) écrivain, diplomate, fut ministre des affaires étrangères par intérim en mai 1926. Il représenta la Pologne libre à Paris. Il fut reconnu à titre personnel comme ambassadeur en France.

35 Jerzy Zdziechowski (1880-1975), ancien ministre des finances, économiste. Après 1945, membre du Comité exécutif du Conseil Politique Polonais à Londres.

36 Grigore Gafencu (1892-1957), homme politique, journaliste. Il fut ministre des affaires étrangères de Roumanie entre 1938 et 1940.

37 Constantin Visoianu (1897-1994) juriste, diplomate, diplomate. Il fut ministre des affaires étrangères de Roumanie entre 1944-1945.

38 Pauli Heikkilä : « Uniting the Devided Continent, The Estonian National Committee of the European Movement » in *NORDEUROPA forum*, 20, 2010, 1-2, p. 135-161. Le nombre de la délégation estonienne mentionné dans cet article paraît surévalué (p. 146). D'après les compte-rendus publiés sur l'événement, le chiffre exact n'est pas 16, mais 8.

39 Stefan Osusky (1889-1973), homme politique slovaque. Il fut ambassadeur à Paris dans les années 1920. Après la guerre il devint enseignant à l'Université d'Oxford puis à l'Université Colgate à New York.

40 Hubert Ripka (1895-1958), journaliste, homme politique tchèque. Il fut ministre du commerce extérieur entre 1945-1948.

par deux délégués. Parmi les participants d'Europe de l'Est on trouve un grand nombre de jeunes exilés. Leur invitation s'explique par le fait qu'on comptait sur eux notamment dans les luttes intellectuelles contre le communisme, et que l'on souhaitait préparer la nouvelle génération à l'union future du Vieux Continent.

Du côté des Occidentaux, les Britanniques étaient les plus nombreux, essentiellement des députés. Parmi eux se trouvaient notamment l'économiste lord Walter Thomas Layton, vice président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, ou Clement Edouard Davies, un homme politique gallois, leader du Parti libéral, Lady Violet Bonham-Carter proche de Winston Churchill ainsi qu'Alexandre Loveday, ancien directeur de la section économique de la SDN. Parallèlement, une dizaine de participants français étaient également présents à Londres : il s'agissait notamment du socialiste André Philip, de l'ancien ministre Henri Frénay, militaire et résistant, du vice président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Robert Bichet, de l'ancien commandant en chef de la zone française en Autriche le Général Antoine Béthouart, du juriste réputé René Courtain, et du sénateur Ernest Pezet.⁴¹ Il faut encore mentionner la présence d'une petite délégation belge et hollandaise, ainsi que d'un groupe de députés allemands. En tant que membres de l'exécutif du Mouvement Européen, le député suédois Karl Wistrand et le directeur de la Commission culturelle de la même organisation, l'espagnol Salvador de Madariaga participaient également à cette rencontre. Par ailleurs, quatre observateurs américains étaient également présents. La NCFE avait délégué trois personnalités, dont William E. Griffith conseiller politique de la Radio Free Europe, ainsi que John Foster Leich, responsable de la coopération avec les comités nationaux formés par les exilés. L'ACUE avait de son côté envoyé Fugitt Waren à la conférence. La présence de ces Américains montre bien les liens, même indirects, entre la CECO et la CIA.

Deux présidents du conseil, le belge Paul-Henri Spaak et le français Paul Reynaud, furent également invités au grand rassemblement final à l'Albert Hall, mais finalement ni l'un ni l'autre ne purent venir – l'un à cause des devoirs familiaux, l'autre ayant été retenu par ses problèmes de santé. Le discours de Paul Reynaud fut toutefois lu à la fin de la conférence de Londres. Sur les listes des délégués ne figure pas le nom de fils de Winston Churchill, pourtant il fit une intervention à l'Albert Hall le 24 janvier 1952. Randolph Churchill tint un discours plutôt pathétique, mettant en avant l'Unité du Vieux continent. Il déclara notamment : « Tandis que l'Europe Occidentale réédifie sa prospérité et sa civilisation et unifie journallement son pouvoir pour la défense de la liberté et de la paix, une sombre nuit Arctique d'esclavage Asiatique, de torture et de mort est descendue sur huit

41 D'après la liste communiquée par l'ambassadeur de France à Londres on peut constater que plusieurs personnalités françaises renoncèrent au dernier moment à se rendre à la conférence. MAE AD, Europe, Généralités, vol. 51, télégramme n° 29-34, Londres, le 2 janvier 1952, f. 145.

nations qui historiquement et géographiquement font partie de l'Europe [...] C'est pourquoi dans cette magnifique salle célèbre [...] nous nous engageons en tant que bons Européens, à poursuivre sans varier notre idéal, qui le seul vrai gage de paix, une Europe heureuse, prospère, unie et libre. »⁴² Ce discours, comme tous ceux prononcés à l'Albert Hall, allaient dans le sens des objectifs formulés en 1951, dans la lettre adressée aux intervenants. La CECO souhaitait en effet atteindre trois buts avec la conférence : garder vivante en Occident l'idée de ne jamais accepter l'asservissement actuel des pays derrière le rideau de fer ; préparer des idées constructives dans les domaines politique et économique pour ces pays dans le cadre d'une union européenne plus étendue ; enfin, démontrer aux nations derrière le rideau de fer que leurs chefs exilés travaillaient ensemble avec leurs amis de l'Ouest sur des projets pour l'unité future de l'Europe orientale et occidentale.⁴³

Le déroulement de la Conférence de Londres et ses résolutions

Pour que ses objectifs puissent être atteints, la CECO mit en place six commissions de travail. Celles-ci traitaient respectivement des questions économiques, sociales, culturelles, agricole et de la jeunesse, la sixième commission étant quant à elle chargée de finaliser la résolution de la conférence. Pour chaque sujet une proposition fut préparée par écrit. Durant la Conférence à Londres, qui se tint finalement entre le 21 et le 24 janvier 1952, les délégués pouvaient apporter leur contribution aux documents proposés. Les 22 et 23 janvier, les participants se retrouvèrent ainsi en commissions pour élaborer les textes définitifs. Le premier et le dernier jour, les sessions plénières tenues à la « Church House » permirent de débattre sur les principales questions. Le seul moment plutôt détendu fut le dîner offert par le Major Beddington Behrens à l'hôtel Park Lane, le 21 janvier, où cent invités supplémentaires furent conviés. La cérémonie finale fut organisée à l'Albert Hall où plus de 7000 personnes étaient présentes. A la fin de la conférence des résolutions furent approuvées sur les sujets des problèmes économiques, agraires, sociaux, des réfugiés, culturels, et de la jeunesse.

Le préambule de ce document récapitule bien l'esprit et le principal message de cette rencontre importante organisée par le Mouvement Européen : « La coupure actuelle de l'Europe est inadmissible sur le plan moral comme sur le plan politique et économique. La Conférence est convaincue que cette situation ne doit pas et ne peut pas se maintenir. L'Europe est appelée à trouver son unité dans le respect de la dignité humaine, dans la liberté des peuples, et dans la paix. Un immense

42 L. Améry (préface) : *Conférence de l'Europe centrale et orientale organisée par la Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen, Rapport complet, op. cit.*, p. 115.

43 ACEHEC, Série A, Papier de Etienne de la Vallée-Poussin, carton 25, dossier 218, projet de lettre adressée à Paul-Henri Spaak, Londres, le 25 septembre 1951.

effort d'imagination et de volonté créatrice sera nécessaire alors pour surmonter la misère et le chaos qu'aura laissé la domination soviétique dans l'Est de l'Europe. Il appartiendra aux gouvernements librement élus des pays libérés de prendre alors les mesures que la situation demandera du point de vue national. La Conférence désire, dès maintenant, étudier à l'avance les grandes lignes des questions qui se poseront alors dans le cadre national ainsi que dans le cadre européen. »

Par les textes approuvés, les congressistes souhaitaient donner des repères pour la période suivant la chute du communisme. Sans faire une analyse détaillée des différentes dispositions de la conférence, on peut souligner qu'elles supposaient une intégration immédiate des pays libérés aux organisations communautaires existantes au moment de la chute des régimes communistes.

Les idées formulées notamment dans la résolution économique sont particulièrement intéressantes. Au §6 nous pouvons lire notamment : « La création immédiate d'une monnaie commune à l'ensemble de l'Europe libérée de la domination communiste constituerait, à cet égard, un instrument particulièrement puissant de prospérité et d'unification. »⁴⁴ Pour la mise en œuvre de toute une série de mesures économiques, la résolution suppose que les Etats libérés du communisme seraient aidés de manière conséquente par les pays occidentaux. Elle déclare notamment à ce sujet : « Cet acte de solidarité européenne pourra être financé à la fois par un accroissement de la productivité dans les pays de l'Ouest et par l'économie sur les dépenses d'armement. »

Un grand enthousiasme d'agir ensemble est également présent dans les résolutions. Il fut décidé notamment qu'un Comité d'action culturelle des exilés au sein de la CECO serait créé, ainsi qu'un Institut de Recherche et d'Information. Pour préparer la population vivant derrière le rideau de fer au temps qui suivrait la chute du communisme, la conclusion de la commission culturelle insiste sur l'importance que « l'Esprit d'unité européenne » soit présent dans les émissions radiophoniques adressées aux pays de l'Europe de l'Est.

La Conférence fut un événement de poids parce qu'elle permit notamment aux exilés politiques de sortir du « salon des refusés » et qu'elle leur reconnut le droit de discuter les problèmes de leurs pays avec les représentants occidentaux.⁴⁵ Ce fut la première fois que l'émigration politique put présenter une alternative aux gouvernements communistes en proposant une série de réformes à réaliser. Par ailleurs, le succès de la Conférence fut notamment que les hommes politiques au pouvoir et les parlementaires occidentaux, pour la première fois, osaient parler ouvertement du fait inacceptable de la situation derrière le rideau de fer.

44 L. Améry (préface) : *Conférence de l'Europe centrale et orientale organisée par la Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen, Rapport complet*, op. cit., p. 133.

45 J. Laptos : *L'élargissement avant la lettre...* op. cit., p. 133.

Les principales réactions et conclusion

Si la réussite de cette rencontre à Londres paraît indiscutable, elle suscite une image plutôt mitigée. Les gouvernements des pays du bloc de l'Est protestèrent tous vivement contre cette initiative. Les autorités communistes furent mises au courant notamment par le fait que les résolutions furent communiquées par la voix de la Radio Free Europe. Les ministères des affaires étrangères hongrois, tchécoslovaque, roumain, s'élevèrent immédiatement contre la conférence de la CECO par une note diplomatique.⁴⁶ Le gouvernement de Bucarest déclara notamment : « Ces réfugiés sont des fascistes notoires et des diffamateurs professionnels à la solde du gouvernement américain et des autres gouvernements de NATO (sic). Parmi eux figurent un certain nombre d'individus condamnés pour crimes dans la République populaire roumaine. Sous l'étiquette Conférence de la Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen, ces instruments de l'impérialisme américain se sont livrés, avec l'appui du gouvernement britannique, à de criminelles provocations à la guerre contre l'Union soviétique et les démocraties populaires. »⁴⁷ Cet événement fut commenté avec outrance par la presse dans les pays du bloc de l'Est.

Si la conférence fit beaucoup de bruit dans les Etats communistes, en Occident elle n'eut en revanche pas le retentissement souhaité. Les journaux la passèrent généralement sous silence, les gouvernements tentèrent de l'ignorer. Le cabinet de Churchill qui avait eu le courage d'accueillir la conférence à Londres, ne montra aucun enthousiasme. Si Harold Macmillan salua le rassemblement de la part du gouvernement britannique, officiellement son intervention ne fut pas appréciée par Downing street. Churchill s'opposa à ce que l'ancien président de la CECO soit présent au dîner du 21 janvier, mais celui-ci y alla toutefois à titre personnel. Les autres pays de l'Europe occidentale se montrèrent également très réservés.⁴⁸ Seules la Belgique et la Grèce eurent le courage d'être représentées par leurs ambassadeurs à Londres à certains moments de la conférence.⁴⁹ Leur collègue français René Massigli, commentant cet événement, écrit à Robert Schuman, à l'époque ministre des affaires étrangères de la France : « Outre qu'elle est par-

46 Budapest fut le premier à déposer une note de protestation à la légation du Royaume Uni à Budapest le 31 janvier 1952. cf. : MAE AD, Europe, Généralités, vol. 51. rapport n°34, Budapest, le 2 février 1952. f. 210.

47 Archives du Centre d'Histoire des Sciences Politiques (ACHSP), fond Ernest Pezet, PE 7, Rapport sur la Conférence de la CECO du Mouvement Européen, tenue à Londres du 21 au 24 janvier 1952, présenté par M. Pezet à la Commission Spéciale Chargée de Veiller aux Intérêts des Nations Européennes non Représentées au Conseil de l'Europe, 4^e session, annexe au AS/SNR (3) 18, Strasbourg, le 12 mars 1952, f. 6.

48 Macher A. : *op. cit.*, pp. 355-356.

49 J. Laptos : *L'élargissement avant la lettre....op. cit.*, p. 132. M. Laptos a fait allusion à la présence du ministre des affaires étrangères belge, Paul van Zeeland, mais nous n'avons trouvé aucun document qui confirme cette affirmation.

faitement vaine, une manifestation de ce genre me semble fort inopportune, en tant qu'émiment propre à donner à penser à Moscou sinon que les Puissances occidentales nourrissent des intentions agressives, du moins que ces Puissances sont décidées à s'engager, à l'égard de l'URSS, dans la politique de 'compression'. Elle n'est pas de nature, au surplus, à dissiper la défiance qu'inspire aux Soviets l'idée européenne [...] Dans ces conditions, ma place ne me semble pas être à une manifestation qui va si directement à l'encontre de la politique de détente que nous poursuivons. »⁵⁰ Massigli insiste d'ailleurs dans son rapport détaillé sur les désaccords qui purent être détectés entre les différents participants de la conférence.⁵¹ Si du côté des exilés on peut observer un enthousiasme compréhensible, ils durent très vite se rendre compte que leur optimisme se heurtait à la réalité de la Guerre Froide. Dans les années qui suivirent la conférence on revint de temps en temps aux conclusions de Londres, mais en perdant de plus en plus l'espoir d'une chute imminente du communisme derrière le rideau de fer. La CECO, qui traversait des difficultés dues à certaines décisions personnelles, ne profita pas comme elle aurait pu du capital de confiance dont elle disposait en 1952. Le visage du Mouvement Européen changea progressivement lui aussi.⁵² Les Britanniques s'intéressaient ainsi de moins en moins aux problématiques de l'unité européenne, et au rôle de l'Europe de l'est. Le changement à la tête de la CECO en décembre 1953, avec l'arrivée à la présidence du belge Etienne de la Vallée-Poussin en est très symbolique. La mort de Staline et la politique de coexistence pacifique réduisirent rapidement les marges de manœuvre déjà très restreintes des exilés. La conférence de Londres fut donc peu à peu oubliée, de telle sorte que jusqu'aux années 2000 ce sujet tomba quasiment dans l'oubli, même pour les historiens.

Plus de vingt ans après la chute du communisme, et peu avant le dixième anniversaire de l'adhésion à l'Union Européenne d'une grande partie des pays concernés par cette manifestation en 1952, il est particulièrement intéressant de revoir l'histoire de cet événement qui imagina un scénario pour rétablir l'unité du Vieux Continent brisé par les conséquences de la Seconde Guerre Mondiale.

50 Raphaële Ulrich-Pier : *René Massigli (1888-1988), Une vie de diplomate*, tome 2, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2006. p. 1157.

51 MAE AD, Europe, Généralités, vol. 51. rapport n°156, Londres, le 29 janvier 1952, f. 189-196.

52 Cf. : Cristina Blanco Sio-López : « Memories and horizons: The Legacy of the Central and Eastern European intellectuals in exile and the „reunification” of Europe » in *Pliegos de Yuste*, n°11-12, 2010, pp. 34-35.

Bibliographie

- Aldrich, J. Richard (1997), « OSS, CIA and European unity: The American committee for United Europe, 1948-1960 » in *Diplomacy and Statecraft*, 1997, 8/1, 184-227.
- Améry, Léopold (préface), (1952), *Conférence de l'Europe centrale et orientale organisée par la Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen, Rapport complet*, (1952), Paris, „Le Monde”.
- Blanco Sio-López, Cristina (2010), Memories and horizons: The Legacy of the Central and Eastern European intellectuals in exile and the „reunification” of Europe, in *Pliegos de Yuste*, n° 11-12, 32-40.
- Faure, Jusine (2009), « Visions américaines d'une Europe réunifiée : les institutions européennes et les exilés est européens à Strasbourg » in Fleury, Antoine et al. (dir.), *Une Europe malgré tout, 1945-1990, contacts et réseaux culturels, intellectuels et scientifiques entre Européens dans la guerre froide*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 23-30.
- Fejérdy Gergely, (2012), « Les Hongrois ayant rejoint le Mouvement européen en 1948 » in *Öt Kontinens, Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei*, Numéro spécial de la collaboration entre ELTE et l'Université Bordeaux 3, 2011. 2, Budapest, Robinco, 129-140.
- Guieu, Jean-Michel, (2009), « Le Congrès de La Haye (7-10 mai 1948), « porte-parole de l'Europe » ?, in Guieu, Jean-Michel et Le Dréau, Christophe (dir.), *Le « Congrès de l'Europe » à la Haye (1948-2008)*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 15-42.
- Heikkilä, Pauli (2010), « Uniting the Devided Continent, The Estonian National Committee of the European Movement” in *NORDEUROPAforum*, 20, 1-2, 135-161.
- Kádár Lynn Katalin, (2006), *Eckhardt Tibor amerikai évei 1941-1972*, Budapest, L'Harmattan.
- Laptoš, Jozef, (2003), « Jozef Retinger, le père d'ombre de l'Europe. Le rôle de Jozef Retinger et de ses réseaux personnels dans le débuts de la construction européenne » in Bossuat, Gérard (dir.), *Inventer l'Europe. Histoire nouvelle des groupes d'influence et des acteurs de l'unité européenne*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 179-196.
- Laptoš, Jozef (2006), « L'élargissement avant la lettre. La place de l'Europe Centrale et orientale dans l'activité du Mouvement Européen (1949-1952) » in Horel, Catherine et al. (dir.), *Nations cultures et sociétés d'Europe centrale aux XIX^e et XX^e siècles, Mélanges offerts à Bernard Michel*, Publication de la Sorbonne, Paris, 123-135.
- Macher Anikó (2009), « Une institution pour promouvoir l'idée de l'unité européenne. La Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen (1948-1953) » in Guieu, Jean-Michel et Le Dréau, Christophe (dir.) : *Le « Congrès de l'Europe » à la Haye (1948-2008)*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 347-369.
- Macmillan, Harold, (1969), *Tides of Fortune 1945-1955*, London, Macmillan Publisher.
- Martin de la Guardia, M. Ricardo et Pérez Sánchez, Á. Guillermo, (2002), « El Movimiento Europeo y los países del Este Ante el Inicio de la Guerra Fría » in Juberías, Carlos Flores (éd.), *Estudios sobre la Europa Oriental*, Universitat de Valencia, 273-274.
- Oxford Dictionary of National Biography [<http://www.oxforddnb.com/view/article/30401>], (02.05.2013)
- Pomian, John (éd.), (1972), *Joseph Retinger, Memoirs of an Eminence Grise*, London, Sussex University Press.
- Saunders, S. Frances (2003), *Qui mène la danse? La CIA et la Guerre Froide culturelle*, Paris, Denoël.
- Ulrich-Pier, Raphaële, (2006), *René Massigli (1888-1988), Une vie de diplomate*, tome 2, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang.

Sources d'archives

Archives historiques de l'Union européenne, Florence, (AHUEF), Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP, Mouvement européen, ME 851.

Archives du Centre d'Étude d'Histoire de l'Europe Contemporaine à l'Université Catholique de Louvain (ACEHEC), Série B, Mouvement européen (1947-1959), Dossier 1.

Archives du Centre d'Étude d'Histoire de l'Europe Contemporaine à l'Université Catholique de Louvain (ACEHEC), Série A, Papier de Etienne de la Vallée-Poussin, carton 25.

Archives du Centre d'Histoire des Sciences Politiques (ACHSP), (Paris), fond Ernest Pezet, dossier PE 7.

Magyar Országos Levéltár (MOL), Budapest, (Archives Nationales de Hongrie), P 2066, Fond. György Bakach-Bessenyei, microfilm n°3, Correspondences avec Dénes Nemestóthy.

Magyar Országos Levéltár (MOL), Budapest, (Archives Nationales de Hongrie), P 2066, Fond. György Bakach-Bessenyei, microfilm, n°1, Correspondences avec Pál Auer.

Ministères des Affaires étrangères, Archives Diplomatiques (Paris), (MAE AD), Europe Généralités, vol. 51.

Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire, Résolution 127 (2^e Session 1950), Strasbourg, le 28 août 1950, cf.: [<http://www.assembly.coe.int/ASP/XRef/X2H-DW-XSL.asp?fileid=180&lang=FR>] (05. 05. 2013).